

Sommaire

Actualités du MMAISP

Raymonde Goudou présente les outils et les acquis de la modernisation

Le Rassemblement - jeudi 21 novembre 2019

Raymonde Goudou Coffie présente les outils et les acquis de la modernisation de l'administration aux députés

Le Sursaut - jeudi 21 novembre 2019

Fonctionnaires

« On ne peut pas regarder les fonctionnaires mourir, il faut suspendre la Cmu »

Le Nouveau Réveil - vendredi 22 novembre 2019

Une nouvelle grève annoncée

Fraternité Matin - vendredi 22 novembre 2019

Société

Raymonde Goudou Coffie exhorte la jeunesse à la numérisation administrative

Le Jour Plus - vendredi 22 novembre 2019

Politique

Les présidents Ouattara et Macron se sont rencontrés, hier

Le Nouveau Réveil - vendredi 22 novembre 2019

Le budget-programme de 8061 milliards de FCFA validé en commission

Le Patriote - vendredi 22 novembre 2019

Les ténors politiques en première ligne

L'Inter - vendredi 22 novembre 2019

Une vrai coquille vide

L'Expression - vendredi 22 novembre 2019

“Quel parti politique est capable d'inquiéter le Rhdp en 2020”

L'Intelligent d'Abidjan - vendredi 22 novembre 2019



Dans le cadre du processus de basculement en mode budget-programme, le Dr Raymonde Goudou Coffie ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public était mardi en fin d'après-midi en compagnie des ministres du Budget et du Portefeuille de l'Etat...

Raymonde Goudou présente les outils et les acquis de la modernisation



Dans le cadre du processus de basculement en mode budget-programme, le Dr Raymonde Goudou Coffie ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public était mardi en fin d'après-midi en compagnie des ministres du Budget et du Portefeuille de l'Etat, du Plan et du Développement, de la Fonction publique et du secrétaire d'Etat au Renforcement des capacités face aux députés de la Commission des Affaires économiques et financières pour le vote et l'examen du Budget de son département en sa nouvelle qualité d'ordonnateur principal dudit budget. Avec un budget global de 3.103.959.535 FCFA pour 2020 qui va financer deux principaux programmes dont l'Administration générale avec une enveloppe de 2.312.312.538 FCFA et la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public avec une dotation budgétaire de 791.647.000 FCFA, la ministre a décliné les objectifs globaux de son département pour 2020 : Renforcer la gouvernance administrative et bâtir une administration moderne et performante, au service des citoyens. Puis, elle s'est attardée sur les missions de son département : Coordination, au niveau ministériel, des travaux conduits par les administrations en vue de moderniser l'action de l'Administration publique, notamment afin d'améliorer le fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat et le service rendu aux usagers du service public, participation à la mise en place de la politique d'informatisation de l'administration, promotion de la transparence dans la gestion publique. Ces missions parmi tant d'autres ont nourri l'intérêt des parlementaires pour le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du

service public. Le Dr Raymonde Goudou a rappelé que ses attributions étaient certes claires et ne se confondaient pas ni avec celles du ministère de la Fonction publique encore moins avec celles du Secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités, mais que tout se faisait en lien et dans la complémentarité sur certains segments. La Fonction publique gère l'ensemble des ressources humaines de l'Administration publique mais elle sera la grande bénéficiaire des résultats du projet de profilage et de codification qui va lutter contre le désert administratif mettre en harmonie les postes de travail et les profils les compétences techniques de leurs animateurs pour une Administration performante. Au niveau de l'émergence des capacités pour construire ce nouveau prototype de citoyen travailleur, respectueux des lois et du bien public, amoureux de son pays. Pour prémunir ce citoyen nouveau au cœur de la Côte d'Ivoire pays émergent dans un futur si proche, son département ministériel a doté l'observatoire du Service Public (OSEP) d'un outil qui permet au citoyen de contrôler l'action de l'administration publique. Le portail du citoyen dénommé "MILIE" est une plateforme interactive au service de l'utilisateur/client et qui évalue son taux de satisfaction vis-à-vis des offres de service du Service Public en recueillant ses requêtes, pour les traiter et les suivre en même temps que lui jusqu'à la satisfaction de ses besoins. La simplification, la dématérialisation et la digitalisation sont déjà implémentées à travers le projet e-démarches et facilite déjà la vie au citoyen dans les administrations des impôts, du Trésor, de l'éducation nationale, des douanes nationales. La politique de Modernisation de l'administration publique et de l'Innovation du service public conjointement mise en œuvre dans plusieurs administrations ministérielles et institutions de la République à travers différentes réformes et plateformes techniques est une réalité et une véritable toile électronique se construit progressive avec une future interface unique le portail du citoyen. Pour que tous les services de l'administration et leurs différentes informations soient entre les mains de l'utilisateur/client en un clic.

KARIM S

Dans le cadre du processus de basculement en mode budget-programme , le Dr Raymonde Goudou COFFIE, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public était mardi en fin d'après-midi en compagnie des ministres du Budget et du Portefeuille de l'État ,du Plan et du Développement, de la Fonction Publique

Raymonde Goudou Coffie présente les outils et les acquis de la modernisation de l'administration aux députés



Dans le cadre du processus de basculement en mode budget-programme , le Dr Raymonde Goudou COFFIE, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public était mardi en fin d'après-midi en compagnie des ministres du Budget et du Portefeuille de l'État ,du Plan et du Développement, de la Fonction Publique et du Secrétaire d'État au Renforcement des capacités face aux députés de la Commission des Affaires économiques et Financières pour le vote et l'examen du Budget de son département en sa nouvelle qualité d'ordonnateur principal dudit budget. Avec un budget global de 3.103.959.535 FCFA pour 2020 qui va financer deux principaux programmes dont l'Administration générale avec une enveloppe de 2.312.312.538 FCFA et la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public avec une dotation budgétaire de 791.647.000 FCFA, la Ministre a décliné les objectifs globaux de son département pour 2020 :

Renforcer la gouvernance administrative Bâtir une

Administration moderne et performante au service des citoyens. Puis elle s'est attardée sur les missions de son département : Coordination au niveau ministériel des travaux conduits par les administrations en vue de moderniser l'action de l'Administration Publique, notamment afin d'améliorer le fonctionnement des services déconcentrés de l'État et le service rendu aux usagers du Service public Participation à la mise en place de la politique d'informatisation de l'Administration Promotion de la transparence dans la gestion publique. Ces missions parmi tant d'autres ont nourri l'intérêt des Parlementaires pour le Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public. Le Dr Raymonde Goudou COFFIE a rappelé que ses attributions étaient certes claires et ne se confondaient pas ni avec celles du ministère de la Fonction Publique encore moins avec celles du Secrétariat d'État au Renforcement des capacités, mais que tout se faisait en lien et dans la complémentarité sur certains segments. La Fonction publique gère l'ensemble des ressources humaines de l'Administration Publique mais elle sera la grande bénéficiaire des résultats du projet de profilage et de codification qui va lutter contre le désert administratif mettre en harmonie les postes de travail et les profils les compétences techniques de leurs animateurs pour une Administration performante. Au niveau de l'émergence de l'ivoirien nouveau, son département devra travailler étroitement avec le Secrétariat, d'État au Renforcement des capacités pour construire pour ce nouveau prototype de citoyen travailleur, respectueux des lois et du bien public, amoureux de son pays. Pour prémunir ce citoyen nouveau au cœur de la Côte d'Ivoire pays émergent dans un futur si proche, son département ministériel a doté l'observatoire du Service Public (OSEP) d'un outil qui permet au citoyen de contrôler l'action de l'administration Publique. Le portail du citoyen dénommé MILIE est une plateforme interactive au service de l'utilisateur/client et qui évalue son taux de satisfaction vis -à-vis des offres de service du Service Public en recueillant ses requêtes, pour les traiter et les suivre en même temps que lui jusqu'à la satisfaction de ses besoins. La simplification, la dématérialisation et la digitalisation

sont déjà implémentées à travers le projet e-démarches et facilite déjà la vie au citoyen dans les administrations des impôts, du Trésor, de l'éducation nationale, des douanes nationales. La politique de Modernisation de l'administration Publique et de l'Innovation du Service Public conjointement mise en œuvre dans plusieurs administrations ministérielles et institutions de la république à travers différentes réformes et plateformes techniques est une réalité et une véritable toile électronique se construit progressive avec une future interface unique le portail du citoyen. Pour que tous les services de l'administration et leurs différentes informations soient entre les mains de l'utilisateur/ client en un clic.

Arrimage CMU-MUGEF-CI / Coulibaly Yacouba, porte-parole du Cosetfp

« On ne peut pas regarder les fonctionnaires mourir, il faut suspendre la Cmu »



La mise en œuvre de la Couverture maladie universelle continue de soulever la colère des fonctionnaires de Côte d'Ivoire, habitués par le passé à un confort de soins que tente de leur arracher la mise en œuvre pratique de cette couverture sociale, notamment l'arrimage à la Mugefci. Hier jeudi, au cours d'une conférence de presse animée par le Collectif des syndicats de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (Cosetfp), comprenant les syndicats Solidarité, Synafetp-Ci, Replyc, Feseci, Asypeci, Uneftci, le collectif, au regard des difficultés dues à l'arrimage, demande la suspension de la mise en œuvre actuelle de la Cmu afin d'aplanir toutes les difficultés. Parce que soutient le Cosetfp, « Cet arrimage perturbe le confort de prise en charge des fonctionnaires en général et en particulier les enseignants que nous sommes. Depuis cet arrimage, les bons MUGEF-CI n'existent plus. Ces bons sont

désormais remplacés par de nouveaux bons estampillés CMU-MUGEF-CI. Malheureusement, ces bons sont rejetés par les pharmacies privées qui ne les reconnaissent pas, les fonctionnaires sont donc obligés d'acheter les médicaments au prix réel ». Selon le porte-parole du collectif, Coulibaly Yacouba, « les consultations, les examens médicaux et les soins se font exclusivement dans les structures sanitaires publiques selon un parcours de soin. Au niveau des médicaments, la prise en charge se fait et par complémentarité entre la CNAM et la MUGEF-CI. La prescription se fait sur un seul bon. Les maladies dites chroniques, le diabète, l'hypertension, dialyse etc.) et celles couvertes par un programme national de vaccination ne sont pas prises en compte par la CMU. Il est demandé aux médecins de prescrire en Dénomination commun Internationale (Dci) au lieu d'utiliser le nom commercial du médicament. Cet état de fait pose apparemment des problèmes aux praticiens car ces derniers n'ont pas été formés pour ». Le collectif déplore la mauvaise mise en œuvre de la phase pilote aujourd'hui à la base des dysfonctionnement observés. Notamment la phase expérimentale sur une frange de la population notamment les étudiants et rurale. « En lieu et place d'un échantillon représentatif prenant en compte toutes les couches socio-professionnelles. Il n'y a pas de réhabilitation des établissements sanitaires, et d'équipement des centres de santé. Le panier de soins malgré la complémentarité Cmu-Mugefci, a considérablement diminué. La protection sanitaire des fonctionnaires auparavant précaire est devenue un calvaire. Ils n'arrivent plus à se soigner ». Au vu de toute cela, et pour ne pas que les fonctionnaires continuent de mourir faute de soins, nous demandons la suspension. En vue de trouver des solutions pour un meilleur fonctionnement de la Cmu » ont tranché Coulibaly Yacouba et ses camarades.

JEAN PRISCA



Une nouvelle grève annoncée

Moins de deux semaines après que le Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale (Syntsha) a suspendu son mot d'ordre de grève pour « reprise des négociations », quatre autres syndicats de la santé ont annoncé une autre grève, du 20 au 30 novembre 2019. Parmi ces syndicats, on retient notamment celui des médecins du Burkina (Symeb) et celui des sagesfemmes et maïeuticiens et accoucheuses du Burkina (Sysfmab). Dans leur préavis de grève, ces syndicats ont indiqué avoir interpellé, à plusieurs reprises, le gouvernement sur le respect de leur plateforme revendicative notamment le respect du calendrier d'application de la Fonction publique hospitalière (Fph). Et d'ajouter que certaines actions entreprises par le ministère de la Santé sont de nature à dégrader le climat social qu'ils jugent déjà « délétère ». Par ailleurs, les syndicats ont prévenu le gouvernement des conséquences de cette nouvelle grève qu'il devrait assumer.

TAKIKRO M. YAYA



6ème édition d' Africa web festival / La 6ème édition de Africa Web festival (Awf), s'est ouverte, hier au palais de la culture de Treichville avec d'importants messages aux jeunes participants.

Raymonde Goudou Coffie exhorte la jeunesse à la numérisation administrative



Les personnalités présentes à la cérémonie d'ouverture de la 6e édition ont encouragé les jeunes à accélérer la numérisation de l'Afrique.

La cérémonie d'ouverture a mobilisé un parterre d'invités venus d'Europe et d'Afrique. Avec un panel animé par la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public, Raymonde Goudou Coffie, sur le thème : « accélérer la numérisation de l'Afrique : enjeux et perspectives », Après avoir salué les actions des jeunes engagés dans la digitalisation, Raymonde Goudou Coffie a instruit le public sur les bienfaits de la numérisation. « Il faut mettre le numérique au centre des actions. Ce qui permet au citoyen d'être au centre de l'administration », dit-elle. Avant de définir sa mission qui s'inscrit selon elle, dans la vision du président de la République, Alassane Ouattara. « La modernisation, c'est faciliter l'accès des populations aux documents administratifs. La seule façon de faciliter la modernisation est la dématérialisation de l'accès de l'administration », a-t-elle indiqué.

Opportunités pour les jeunes L'invitée du panel d'ouverture d'Awf a en outre exhorté les jeunes à utiliser le smartphone pour payer les impôts. Dans la foulée, la conférencière a salué l'ingéniosité de la jeunesse. « Nos jeunes sont en train de nous donner des leçons. Ils se créent de l'emploi. Il faut faciliter l'accès de la numérisation aux jeunes. Les jeunes ont un rôle à jouer dans la numérisation en Afrique », a-t-elle avancé. Et de renchérir : « C'est cela la dématérialisation des produits pour avoir accès à l'administration ». Dans son rôle de coordination

interministériel, elle a informé qu'un portail du citoyen dénommé « Miliê » (qui signifie en langue Baoulé : ce qui m'appartient) est mis en place. « Miliê est lié à des questions de gouvernance. Il faut s'approprier cet outil. C'est une plate-forme qui permet de faire des requêtes et des observations sur les départements ministériels qui sont traités par des points focaux via la magie de la digitalisation », précise t-elle, non sans avancer que l'administration doit être accessible à la population. La présidente-fondatrice d'Awf, Mariam Sy Diawara s'est sentie fière et honorée de pouvoir contribuer au développement durable du continent. « Le festival a permis aux jeunes d'avoir beaucoup d'emplois. L'accélération de la numérisation de l'Afrique a apporté un plus à notre continent. La Côte d'Ivoire travaille sur la question. Les jeunes africains sont là pour la co-crédation d'entreprise. Cette année, ils parleront de vivre ensemble et de citoyenneté », a-t-elle fait savoir. Précisant que la ministre a insisté sur l'autonomisation des jeunes filles pour leur insertion professionnelle. Durant les 3 jours de Africa web festival, panels et débats en plus des expositions sur stands permettront de communier avec le numérique. Sans oublier le volet social mis en avant à travers les thèmes développés. La cérémonie s'est déroulée en présence de Paulin Danho, ministre des Sports, président de l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (Uvicoci), de plusieurs personnalités et de partenaires à cette édition qui s'achève le samedi 23 novembre prochain.

AIMÉ DINGUY'S N

Le président ivoirien, Alassane Ouattara et son homologue français, Emmanuel Macron se sont rencontrés, hier, en France.

Les présidents Ouattara et Macron se sont rencontrés, hier

Le président ivoirien, Alassane Ouattara et son homologue français, Emmanuel Macron se sont rencontrés, hier, en France. Au cœur de leurs échanges, la prochaine visite du président français à Abidjan. Au cours de cette rencontre, le président français a proposé à son hôte le report de quelques jours de sa visite à Abidjan, initialement prévue pour les 10 et 11 décembre prochain.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2020 / La Commission des affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale a examiné et adopté, le projet de loi de finance portant budget-programme de l'Etat pour l'année 2020.

Le budget-programme de 8061 milliards de FCFA validé en commission



Le premier budget-programme de la Côte d'Ivoire a été adopté par les députés

La Commission des affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale a examiné et adopté, le projet de loi de finance portant budget-programme de l'Etat pour l'année 2020. Ce projet de budget-programme 2020 s'équilibre en ressources et en charges à 8061 milliards de FCFA, en progression de 9,9% par rapport au budget 2019 dont le montant était de 7 334,3 milliards FCFA. Présentant le budget global, le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, a indiqué que les prévisions de recettes fixées à 4379 milliards de FCFA, sont essentiellement soutenues par l'évolution des recettes fiscales, notamment au niveau de l'impôt BIC. « Ceci, sur la base des hypothèses de bonne tenue de l'activité économique et la modernisation de la gestion des contribuables par l'implémentation du nouveau système intégré de gestion des impôts en Côte d'Ivoire, l'impôt BIC devrait progresser de 4% », a expliqué le ministre Sanogo. Ces prévisions reposent également, a-t-il précisé, sur un accroissement de 43 milliards de FCFA des impôts sur les revenus et salaires ; la poursuite des réformes en matière fiscale et douanière ; les mesures de renforcement de l'efficacité du recouvrement et du contrôle fiscal. « Ces mesures se résument à l'institution de la facturation électronique, l'analyse du risque, l'amélioration du système d'information de la direction générale des impôts, le renforcement de contrôle conjoint impôts et douanier, et aussi la mise en place d'un système de flux téléphonique », a indiqué Moussa Sanogo. S'agissant des recettes intérieures, le ministre a révélé que les prévisions de

mobilisation affichent une hausse de près de 7% du fait de la bonne tenue des activités économiques, et une progression des taxes d'un peu moins de 7% sur les boissons et tabacs. En outre, les taxes à l'importation sur les produits pétroliers sont projetées à 289 milliards contre un niveau de 229 milliards en 2019 avec « une hypothèse des volumes de consommation de gasoil et de super carburant », a-t-il fait savoir. Selon le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, le concours attendu des partenaires au développement dans ce budget-programme s'élève à 359 milliards de FCFA. Pour les dépenses budgétaires, elles représentent un taux de 72% du budget de l'Etat et sont chiffrées à 5800 milliards de FCFA, soit un accroissement de 489 milliards de FCFA. Le ministre Sanogo a expliqué que ces dépenses portent principalement sur les charges financières de la dette publique (643 milliards FCFA), sur les dépenses de personnel dont la masse salariale est projetée à 10 milliards de FCFA, et sur les achats de biens et services (747 milliards de FCFA). **Dispositifs économiques.** Avant la présentation globale de ce budget-programme, le ministre Moussa Sanogo est revenu sur les dispositifs économiques national et international à partir desquels il a été élaboré. Au plan national, il a fait savoir que les nombreux chantiers en cours devraient permettre d'atteindre un taux de croissance 7,4%, qui devrait être soutenu par les secteurs secondaire et tertiaire. « Au niveau du secteur secondaire, nous devrions noter les croissances de la production d'énergie, la consommation du produit pétrolier, ainsi que de la production des autres industries manufacturières. Pour le secteur tertiaire, l'activité industrielle est soutenue par les investissements publics à travers les partenariats publics privés et qui devrait bénéficier de l'augmentation des capacités de production de nouvelles installations des unités industrielles et de la dynamique de la demande du privé », a-t-il expliqué. Ensuite, Moussa Sanogo a noté une hausse de la consommation finale des ménages de 4,8% et une progression « significative » des investissements de l'ordre de 13,9%. « Pour les investissements, il faut noter la poursuite des grands chantiers publics et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Le taux global des investissements devrait ressortir à 24,3% du PIB », a-t-il précisé. Au niveau des dispositifs internationaux, ce budget-programme se justifie par un accroissement de l'économie mondiale en 2020 (3,5% contre 3,2% en 2019 et par une hausse des cours en FCFA du cacao et du café. Mais en revanche, a-t-il

attiré l'attention, les cours du pétrole brut et ceux du caoutchouc devraient connaître une baisse nette, respective de l'ordre de 6,2% et 3,3%. Dans la zone UEMOA, Moussa Sanogo a indiqué que le dynamisme de l'activité économique se maintiendra avec un taux de croissance de 6,7% du fait de la poursuite de l'investissement aussi bien public que privé et des réformes structurelles entreprises dans les pays membres.

SOGONA SIDIBÉ

À QUELQUES MOIS DE 2020 / C'est un constat. Depuis ces trois dernières semaines, le mercure du paysage politique ivoirien est sensiblement monté d'un cran. Les états-majors sont en ébullition.

Les ténors politiques en première ligne



Le Rhdp avec Amadou Gon en tête, tente de ratisser sur tous les fronts (Ph. DR)

C'est un constat. Depuis ces trois dernières semaines, le mercure du paysage politique ivoirien est sensiblement monté d'un cran. Les états-majors sont en ébullition. Les acteurs sont en mouvement. Les discours flambent. Les lignes bougent. Au niveau du pouvoir comme de l'opposition, l'effervescence est bien manifeste. Au fur et à mesure que 2019 s'achève, a contrario que 2020 se rapproche, la classe politique occupe de plus en plus l'espace public. Au Rhdp, parti au pouvoir, après le congrès constitutif de janvier 2019, l'on est passé à la vitesse supérieure. avec un maillage serré du territoire national, une installation en puissance des organes déconcentrés. À cette dynamique, une seconde a été impulsée : «sous le beau prétexte du déclenchement et du déploiement d'un plan social du gouvernement, le parti au pouvoir s'est mis en campagne, avant l'heure», observe sous le couvert de l'anonymat un diplomate étranger en poste à Abidjan. En première ligne, le gouvernement, porté par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, relayé par Hamed Bakayoko, Amadou Koné, Mamadou Sanogo, Touré Mamadou, Souleymane Diarrassouba, Sidy Touré Tiémoko, au centre et au nord du pays. Cette même ligne d'ancrage du Rhdp est amplifiée à l'ouest par Anne Ouloto, au sud-est par Marcel Amon-Tanoh et Daniel Kablan Duncan. Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci), sous-section du Rassemblement démocratique africain (Rda), plus vieux

parti politique sur le continent, après l'Anc en Afrique du Sud, n'est pas en reste. Passé dans l'opposition à la fin du dernier semestre de 2018, le vieux parti tente à coups de déclarations acerbes, de réunions, de donner le change au Rhdp, son ancien allié. Le président du Pdci-Rda est soutenu dans son rôle de déconstruction de l'image du Rhdp par son homme de main, l'inépuisable Maurice Kakou Guikahué. Autant dire que le Pdci se cherche sur ce point précis. Sans doute le salut pour le Pdci viendra-t-il de la nouvelle plateforme de l'opposition à laquelle semble tenir le Sphinx de Daoukro. Au Fpi, les deux factions sont également dans la même tendance, toujours en rangs dispersés. Pascal Affi N'Guessan, président légal, a annoncé sa candidature pour la présidentielle de 2020 ; et il ne cesse d'enchaîner les visites, les rencontres et les déclarations. A l'opposé, le camp gbagboïste vient d'annoncer par la voix de Lida Kouassi Moïse que Gbagbo, le prisonnier le plus célèbre de Côte d'Ivoire, est son candidat à la présidentielle de 2020. À l'image de Lida Kouassi, qui était le week-end dernier dans le Bas-Sassandra, cette frange du Fpi occupe le terrain, forme ses militants, étend sa toile. Plus loin, l'ancien président de l'Assemblée nationale Guillaume Soro, semble avoir choisi l'Europe comme sa base, son poste de commandement. Certains disent qu'il est en exil forcé. Peu importe, l'ancien chef du Parlement ivoirien ne manque aucune occasion pour se faire entendre. D'ailleurs, il en suscite de nombreuses. Dans le viseur de Soro, le président Ouattara et sa gouvernance. Il ne se passe plus de semaine sans que le parti au pouvoir n'essuie les tirs nourris de l'enfant de Kofiélé (Ferkessédougou). Pour Sylla Mamadou, membre de l'observatoire de la démocratie en Côte d'Ivoire, «C'est un signe de vitalité politique et un bon baromètre pour la démocratie en Côte d'Ivoire que de constater un tel bouillonnement». On peut le soutenir, la liberté de ton et de mouvement, indépendamment des obédiences et des idéologies, est une réalité, et l'arène politique nationale connaît une vraie animation. «Il faut encourager cette tendance qui constitue l'essence même de la pratique démocratique. La démocratie est débat, échange, ta démocratie est liberté, respect des autres, ta démocratie est responsabilité» renchérit Eby Joachim militant du Pdci-Rda. Le pari est donc ici, dans la capacité de cette classe politique à jouer le jeu démocratique, en toute transparence et en responsabilité.

H. ZIAO



Plateforme de Bédié / La plateforme de l'opposition qu'entendait mettre en place Henri Konan Bédié pour éjecter du fauteuil présidentiel le Rhdp est en réalité un tonneau vide.

Une vraie coquille vide



Henri Konan Bédié et ses alliés sans les Gor. Ph. DR

Il annonçait en 2018, à grand renfort de publicité, la plateforme qu'il entendait créer. Henri Konan Bédié avait d'abord tendu la main au président du Front populaire ivoirien (Fpi), Pascal Affi N'guessan, avant de le dribbler et de se tourner vers la dissidence, contrôlée par l'ancien Président Laurent Gbagbo. Pour le chef de file du vieux parti, les << Gbagbo ou rien >> (Gor) seraient les plus nombreux parmi l'ancienne majorité présidentielle qui a dirigé le pays entre 2000 et 2010. Il comptait tellement sur leur force pour faire de sa plateforme une machine redoutable que N'Zueba s'est précipité chez Gbagbo à Bruxelles où celui-ci réside actuellement. Mais, la montagne a plutôt accouché d'une souris en Belgique. Puisque les Gor, réunis au sein d'Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (Eds) ne figurent, pour le moment, pas dans cette plateforme désormais connue sous le nom de "Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (Cdrp)". Mercredi, les présidents des partis membres de cette coalition se sont réunis pour, disent-ils, prendre de grandes décisions. Ce qui a attiré l'attention des observateurs de la scène politique nationale, ce ne sont surtout pas les décisions prises, mais plutôt l'absence des pro-Gbagbo à cette rencontre et le poids des leaders en présence. Pour ce qui est de l'absence des Gor, il semble que les partisans de Laurent Gbagbo ont émis des réserves sur la crédibilité et le sérieux de cette plateforme au point de demander à Bédié une période d'observation. Une attitude qui en dit long sur les coulisses de la rencontre entre les deux anciens chefs d'Etat à Bruxelles. Concernant les présidents de cette conférence, nul n'a été surpris de voir des têtes qui disent peu aux Ivoiriens. Gnamien Konan, Aka Ahizi, Anzoumana Moutayé, Ouattara Gnonzié sont effectivement ceux qui composent avec le Pdc de Bédié, cette coalition de l'opposition. A quoi

peut s'attendre l'opposition en 2020 avec ces leaders, si ce n'est faire de la figuration. En 2010, au premier tour de la présidentielle, Henri Konan Bédié, alors même qu'il n'avait pas encore 85 ans, obtenait 25,24% des voix derrière Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo. Gnamien Konan, lui, s'en sortait avec 0,37%. Anaky Kobéna et Anzoumana Moutayé qui se sont réconciliés après la bataille pour le contrôle du Mfa, obtenaient 0,23%. Le Pit de Francis Wodié auquel appartenait Aka Ahizi récoltait 0,29%. Ouattara Gnonzié du Rpp qui marchait en 2010 avec Laurent Gbagbo n'a même pas le soutien de ses voisins de quartier à la Riviera. Sur quoi l'opposition compte-t-elle donc pour triompher du Rassemblement des Houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) en octobre 2020 '5' Deux handicaps, à la vérité, se dressent devant elle. Non seulement, elle a du mal à faire son unité, mais elle n'a pas les hommes qu'il faut pour faire face à un parti qui a tant apporté aux Ivoiriens en moins de dix ans. Vain combat !



Interview - Coulibaly Fononna, Président du mouvement Alliance pour le changement / Dans cette interview accordée à L'Intelligent d'Abidjan au 9ème étage d'une tour du centre des affaires de la capitale économique ivoirienne, le Plateau, Coulibaly Fononna parle de l'épisode Alphonse Soro.

“Quel parti politique est capable d'inquiéter le Rhdp en 2020”



Coulibaly Fononna, Président de l'APC. (Photo DR)

Dans cette interview accordée à L'Intelligent d'Abidjan au 9ème étage d'une tour du centre des affaires de la capitale économique ivoirienne, le Plateau, Coulibaly Fononna parle de l'épisode Alphonse Soro, page tournée à l'APC depuis des mois, de Guillaume Soro et de Henri Konan Bédié, du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, du bilan du Président Ouattara et surtout de l'élection présidentielle de 2020. 8 réponses directes à 8 questions directes.

Depuis quelques mois, vous êtes à la tête de l'Alliance pour le changement (APC). Vous avez remplacé à ce poste votre ancien bras droit, en l'occurrence Alphonse Soro, qui a été radié du mouvement. Que s'est-il exactement passé entre vous et comment entrevoyez-vous son avenir politique ?

Effectivement, il y'a eu un souci avec notre frère et ami Alphonse Soro qui a décidé à un moment donné, de dévier de notre ligne politique en voulant transformer l'Alliance

pour le changement (Ndlr : APC), qui est un mouvement politique proche du Rhdp et du Président Alassane Ouattara et du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, en un parti politique. N'ayant pas fait les choses selon les règles, naturellement un certain nombre de membres fondateurs de l'APC, les plus nombreux d'ailleurs, ont décidé de lui demander de ne pas le faire et ce, à travers un communiqué qui a été publié le 1er mars 2019. Mais le 2 mars 2019, il est allé quand même faire l'Assemblée générale de transformation de l'Alliance pour le changement en parti politique. Dès lors, les membres fondateurs et les points focaux se sont donc réunis, et nous sommes allés par la suite en Assemblée générale extraordinaire et effectivement il a été radié. Il a donc changé la dénomination de son parti politique qu'il a appelé "Alliance nationale pour le changement". Alors, je ne pense pas que la place de mon frère et ami Alphonse Soro se trouve là où il est actuellement. Parce que ce n'est pas ce qu'on avait décidé dès le départ. Il y'a eu un combat pour le changement qui a permis de voir le Président Alassane Ouattara à la tête du pays. Le changement que nous avions espéré, que nous avions souhaité, ce changement est réel aujourd'hui, ce changement est palpable. Le monde entier en parle. Pas les Ivoiriens seulement, mais le monde entier. Parce qu'il ne se passe pas de jour où on n'attribue pas de bons points au gouvernement ivoirien.

Quand vous dites qu'il n'est pas à sa place là où il est en ce moment, vous voulez parler de sa place auprès du président Guillaume Soro ?

Je ne crois pas que son avenir politique se trouve auprès du président Guillaume Soro. Nous avons lutté pour un changement. C'est d'ailleurs ce qui a amené à appeler le mouvement "Alliance pour le changement". Aujourd'hui le changement est là ! Quel autre changement voulons nous ? De quel autre changement parle Guillaume Soro ? Cela donne l'impression que son problème est beaucoup plus personnel qu'un problème d'intérêt national, qu'un problème d'intérêt des Ivoiriens. Nous disons que pour ce qu'a fait Guillaume Soro comme combat, sa place n'est pas dans l'opposition. Sa place est auprès de notre père à tous, le Président Alassane Ouattara, sa place est auprès de notre grand-frère le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

Pensez-vous que Guillaume Soro est un poids lourd, comme le disent certains médias occidentaux, capable d'inquiéter le Rhdp en 2020 ?

Je ne vois pas quel est le parti politique qui est capable d'inquiéter le Rhdp en 2020. Aucun parti ne fera mieux que ce que le Rhdp a fait en 8 ans de gouvernance. Guillaume Soro que je respecte très bien est aujourd'hui en Europe. Et je l'ai dit dans certaines interventions, l'élection présidentielle de 2020 ne va pas se gagner en Europe. C'est ici en Côte d'Ivoire que l'élection présidentielle va se gagner. Nous pensons qu'on ne peut pas dire qu'on crée un mouvement politique en novembre 2019 pour prendre le pouvoir en octobre 2020. Il faut éviter de croire que la Côte d'Ivoire c'est la France. Et puis, je ne crois pas que Guillaume Soro soit Emmanuel Macron. Et, je pense que Macron aussi, dans le lancement de son mouvement "En marche", pour ce que nous savons, a été quand même soutenu par des poids lourds de la politique française. Qui est le poids lourd de la politique ivoirienne qui soutient la candidature du président de Gps, Guillaume Soro ?

Guillaume Soro est-il un poids lourd ou pas ?

Guillaume Soro n'est pas un poids lourd en dehors du Rhdp.

En parlant encore de Guillaume Soro, récemment, il a déclaré que la nouvelle Cei va brûler la Côte d'Ivoire. Que répondez-vous, et que pensez-vous du nouveau président de la Commission électorale indépendante, Ibrahim Kuibiert Coulibaly ?

La nouvelle Cei ne va pas brûler la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire ne brûlera pas parce que ce que les gens doivent savoir, c'est que les Ivoiriens sont fatigués. Les Ivoiriens aspirent à la stabilité. Les Ivoiriens aspirent à la paix. Les Ivoiriens aspirent à un bien-être et le Président Alassane Ouattara est en train de leur apporter le développement et le bien-être. Donc pour ceux qui pensent qu'on peut encore manipuler les Ivoiriens et nous ramener en arrière pour dire que le pays va brûler, le pays ne brûlera pas parce que nous sommes avec les Ivoiriens, nous parcourons le pays et nous savons quelles sont aujourd'hui les aspirations des Ivoiriens vis-à-vis de leurs hommes politiques. Donc à cette question, je dirai qu'il faudra que Guillaume Soro rentre en Côte d'Ivoire, qu'il vienne, pour qu'on fasse le combat à la loyale, de façon démocratique, mais dire que le pays va brûler, moi, je ne crois pas qu'un Ivoirien puisse suivre, qui que ce soit, quel politicien que ce soit, dans une manœuvre de vouloir brûler la Côte d'Ivoire. Alors, ce que je sais déjà, c'est que de toutes les Cei que nous avons eues, la seule Cei où l'élection du président, je veux dire, a été faite de la manière la plus démocratique possible, c'est bien sûr, l'élection du président Ibrahim Kuibiert Coulibaly. Et nous tous avons suivi de bout en bout cette élection. De deux, le président Ibrahim Kuibiert Coulibaly est un magistrat hors hiérarchie. Donc qui n'a rien de politique. Absolument rien de politique. Et, c'est ce genre de personne que nous avons espéré avoir à la tête de la Cei. Donc je pense que la Cei aujourd'hui est une Cei qui peut nous permettre et nous garantir des élections démocratiques libres et transparentes.

Comment analysez-vous les dernières sorties du président Henri Konan Bédié, surtout ses propos sur les étrangers ?

Je pense que le président Bédié est dépassé par l'âge.

Pourquoi ? Je l'ai à plusieurs fois répété que le président Bédié ne se rend pas compte que nous sommes en 2019. Et que 2019 est différente de 2000. 2019 est différente de 1993. Le président Félix Houphouët Boigny a créé le Pdc-Rda. Dans le nom du parti du président Houphouët Boigny, vous avez le Rda qui signifie le Rassemblement démocratique africain. Mais c'était une vision, au-delà d'un parti politique. Oui c'était une vision. Et c'est sur cette vision d'intégration et de diversité ethnique que le président Félix Houphouët Boigny s'est appuyé pour bâtir la Côte d'Ivoire. Lorsque vous prenez ce même Pdc-Rda, et que vous l'entraînez dans les divisions, et que vous perdez le pouvoir, mais si vous allez à la reconquête du pouvoir et que vous revenez sur les divisions, cela veut dire que vous n'avez pas tiré les leçons du passé. C'est pour cela que je pense que le président Bédié est vraiment dépassé par les événements. Et comme je le disais pour mon frère Alphonse Soro, la place de Bédié n'est pas dans l'opposition. Parce qu'aujourd'hui, regardez bien le Rhdp, c'est en fait le Pdc de 1988. Et le Rhdp comme le Pdc, c'est une vision. C'est un système que le président de la République met en place pour pérenniser non seulement le nom du Père fondateur de la Côte d'Ivoire mais aussi pour pérenniser la vision de Félix Houphouët qui était de voir son pays accéder au développement. Et, c'est ça le Rhdp. Alors notre "pépé national" nous ramène en arrière avec des discours xénophobes tout en sachant que la Côte d'Ivoire est le pays le plus mixé au monde. Il y a un mixage où il y a des Burkinabè qui ont des femmes Baoulé et donc qui ont des enfants et ces enfants seront-ils considérés comme des Burkinabè ? Mais non ! Vous avez des Maliens qui ont des femmes Agni, qui ont des femmes Sénoufo, c'est d'ailleurs avec cette diversité que le président Houphouët Boigny s'est appuyé pour construire la Côte d'Ivoire. Et c'est dans cette même vision que le Président Alassane Ouattara met en place un instrument qu'on appelle le Rhdp, qui va poursuivre l'œuvre du Président Félix Houphouët Boigny et il espère qu'à partir de cet instrument qui est mis en place que lui-même son œuvre, l'œuvre du Président Alassane Ouattara, puisse être poursuivie. Donc au-delà d'un parti politique, le Rhdp c'est une vision.

L'APC bat le pavé et mobilise à toutes les sorties et visites du Premier ministre. Dites-nous, Amadou Gon Coulibaly est-il vraiment le nouveau maître du jeu politique au Rhdp quand on sait qu'au sein même du parti il y a des vellétés de candidatures à la candidature qui se font sentir chaque jour qui passe ?

Mais ce n'est même pas à moi de le penser. Il est le président du directoire du Rhdp et cela veut tout dire. Et puis, quand vous avez au sein d'un parti politique comme le Rhdp un brillant Monsieur comme Amadou Gon Coulibaly, qui a relancé la Côte d'Ivoire à travers la gestion du Programme Présidentiel d'urgence (Ppu) en étant Secrétaire général de la Présidence, qui a géré de bout en bout la relance du pays après la crise que nous avons connue, qui a géré avec dextérité le Programme présidentiel d'urgence qui a permis à la Côte d'Ivoire de décoller, et quand vous le voyez de la manière dont il gère la Primature, de la manière dont il gère ce volet important pour le Président de la République notamment le Programme social du gouvernement (Ndlr : PS-Gouv), nous ne pouvons qu'être convaincus, nous jeunes leaders, par le travail que le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly abat tous les jours. Il y'a toujours des vellétés, mais connaissant le Président Alassane Ouattara, il saura mieux nous indiquer la personne la mieux placée, son meilleur élève pour poursuivre l'œuvre au cas où il voudrait se retirer et passer le témoin à la nouvelle génération. Donc nous faisons confiance au Président de la République. Et pour

nous, nous pensons que pour le travail que le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly abat, il constitue l'un des challengers les plus sérieux. Je le dis souvent, il est le meilleur élève du Président Alassane Ouattara. À mon avis je pense qu'il est celui qui pourra poursuivre l'œuvre du Président Alassane Ouattara.

En parlant de challenges, alors quels sont les prochains grands défis de l'Alliance pour le changement pour cette année électorale qui s'annonce palpitante?

L'Alliance pour le changement, courant janvier-février 2020, va se retrouver en conclave pour définir les axes prioritaires pour la conservation du pouvoir en 2020. À partir de ces axes, nous allons nous mettre au travail, apporter notre contribution pour faire en sorte que le Rhdp puisse conserver le pouvoir d'État en 2020 pour le bonheur des Ivoiriens et de tous ceux qui habitent Côte d'Ivoire.

JOËL TOURÉ